

## Pour une politique de la mémoire

La mémoire est aujourd'hui un thème récurrent. Tout est objet et sujet de ce regard que nous portons sur le passé à travers le filtre du présent.

**La mémoire est un instrument de transmission du passé - proche ou lointain - qui nous ramène inmanquablement au présent.** En tant que telle, elle est la vie, le vécu de chacun de nous. Elle est la mémoire d'un homme et donc de l'humanité.  
**La mémoire de l'homme est celle de tous les hommes.**

Ces quelques réflexions fort générales nous sont amenées par le récent débat, très instructif, ouvert depuis quelques semaines en Allemagne à la suite du discours prononcé le 11 octobre 1998 par l'écrivain Martin Walser qui venait de recevoir le prestigieux prix des libraires allemands en l'église St Paul de Francfort. Après avoir dénoncé la tendance des médias à s'ériger en gardiens de la morale publique défaillante, Walser s'en est pris tout d'un coup à la « *routine de la culpabilisation* » et à « *l'instrumentalisation* » d'Auschwitz dans le débat public allemand. Partant du principe que trop de mémoire tue la mémoire, il dénonçait la « *représentation permanente de la honte* » qui l'amenait à réagir par un détournement du regard. Il soulignait :

*« Aucune personne sensée ne nie l'existence d'Auschwitz; aucune personne sensée ne discute de l'horreur d'Auschwitz, mais quand ce passé m'est présenté tous les jours dans les médias, je remarque que quelque chose en moi se défend contre cette présentation permanente de notre honte. »*

Sur quoi l'ancien bourgmestre SPD de Hambourg, Klaus von Dohnanyi, écrivait dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 14 novembre :

*« On doit laisser à chacun la possibilité de dire quelle part des crimes il est capable de voir et de supporter »*

Là est en effet la question. La mémoire, à force d'être rappelée, ne risque-t-elle pas d'être ressassée, de devenir objet de routine et donc aussi de rejet ? Que le débat soit lancé en Allemagne qui, au regard de notre pays, a tant fait pour le rappel de la mémoire de son passé nous semble significatif et sonne comme une alarme. La question est relancée en permanence. Elle l'est autour du projet, maintes fois discuté et rejeté, du Mémorial aux victimes de la Shoah à Berlin (Le Monde 17-18/01/1999). Elle l'est par le propos du chancelier Schröder qui, en octobre 1998 dans un entretien télévisé, insistait en disant que l'on « *doit se rappeler l'Histoire, mais elle ne doit pas peser sur nos épaules tous les jours.* »

**Face aux menaces qui se dressent contre les droits les plus élémentaires de l'Homme, face aux absences de réaction d'une société de plus en plus sclérosée dans sa pensée politique par le poids de la pensée unique et égalisante, n'y a-t-il pas le risque de voir la mémoire rappelée devenir un objet de tourment, donc de rejet ? La porte est alors ouverte à tous les négationnismes et révisionnismes.** N'entend-on pas dire que s'« ils » insistent tant c'est qu'« il » leur faut prouver ce qui n'est pas assuré ? Qui peut alors s'étonner qu'entre deux informations se glissent, avec la plus grande banalité, la « désolation » et les « regrets » de MM.Khieu Samphan et Nuon Chea s'excusant du génocide de plus de 2 millions de Cambodgiens ?(1) Comment alors s'étonner qu'à notre porte,

l'autre, notre voisin, soit maltraité, humilié, battu, voire abattu, dans l'indifférence la plus générale.

Notre société souffrirait-elle d'amnésie ou de rejet ? Il nous semble, dans un contexte de mondialisation et de complexification de données dont nous sommes immédiatement informés et souvent saturés, que l'incompréhension nous guette et donc l'indifférence. Ce n'est pas à un rejet de la mémoire qu'il faut aboutir, mais au contraire à son renforcement. Sans mémoire, l'homme d'aujourd'hui - peut-être encore plus que celui d'hier - ne peut vivre, donc agir. Mais encore faut-il que cette mémoire, objet d'une véritable politique, soit mûrement réfléchie. Travailler sur la mémoire pour «faire de la mémoire» est voué à l'échec. **«Bonnes gens, n'oubliez pas, bonnes gens, racontez, bonnes gens, écrivez ! »**(2) Ainsi parlait Simon Doubnov à ses compagnons avant d'être assassiné le 8 décembre 1941 à Riga par un milicien letton pendant la liquidation du ghetto.

La toute récente Délégation Territoriale des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, créée en novembre 1998 à Strasbourg s'est attachée à ce projet de **politique de la mémoire** : faire une mémoire vivante, sans aspect moralisateur ou culpabilisateur qui, par le relais des jeunes générations encadrés par des acteurs encore présents, puisse assurer la transmission du devoir de l'homme, et maintenir chacun dans ce devoir lié au destin de tous les hommes.

En nous rappelant, comme un fil conducteur de notre existence, cette phrase de Jean Améry, philosophe autrichien torturé par la Gestapo :

**« Qui a été torturé reste torturé [...] Qui a subi le supplice ne pourra jamais vivre dans le monde comme dans son milieu naturel, l'abomination de l'anéantissement ne s'éteint jamais. La confiance dans l'humanité, déjà entamée dès la première gifle reçue, par la torture, ne se réacquiert jamais. »**  
(cité par Primo Lévi)(3)

Puissions-nous tous œuvrer afin que jamais il n'y ait plus de première gifle.

**Robert STEEGMANN**

Historien (\*)

Pour tout renseignement sur la délégation territoriale des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, prendre contact avec l'auteur

(\*) Robert STEEGMANN prépare une thèse sur le camp de concentration du Struthof

<sup>1</sup> - *Le Monde* 31/12/1998

<sup>2</sup> - cité par P.Vidal-Naquet dans « Simon Doubnov : l'homme-mémoire », préface à Simon Doubnov, *Histoire moderne du peuple juif*, Paris, Le Cerf, 1994, p.V.

<sup>3</sup> - *Les naufragés et les rescapés*, Paris, Gallimard, 1989, p.25.

**Janvier - Février 1999 L n° 09**

**Ref.: Mémoire**